Midi-Pyrénées

Sud éducation

Toulouse Nord PDC | Dispensé de timbrage TLS NORD PDC

PRESSE DISTRIBUÉE PAR STC

52 Rue Jacques Babinet
31100 Toulouse
@ sudeduc31@sudeducation.org
05 62 14 66 74

n°127, 0,76€

Trimestriel

Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre
Janvier
Février

Le Journal

Une rentrée désastreuse... et des colères qui grondent

- **Le désastre de Parcoursup** : alors que la dernière phase d'inscription via Parcoursup vient de se terminer, 2500 bachelier-e-s restent officiellement sans affectation. Celles et ceux qui ont obtenu une place se retrouvent parfois dans des filières qui ne correspondent pas du tout à leurs vœux et 181 000 candidats ont quitté la plateforme. On ne sait pas ce qu'ils-elles sont devenu-e-s…!

- **Le désastre des classes surchargées** en même temps que le ministre Blanquer annonce la suppression de 2600 postes dans l'éducation nationale. Il pense sans doute faire passer la pilule en promettant l'augmentation du « pouvoir d'achat » (le seul « pouvoir » qu'il veut bien nous accorder !!) grâce aux heures supplémentaires ! C'est le retour du "travailler plus pour gagner plus » qui ne nous a jamais fait rêver ! **Augmentons les salaires et ouvrons des postes !**

Suite p.2

Sommaire:

- p2 : Edito Suite
- p3 : Les news de Babinet
- p3 : Les ATSEM
- p4 : La rentrée à Badiou ?
- p6 : Grève des postiers de Muret
- p7 : Elections
- p8 : Un convoi solidaire vers la Grèce

Solidaires Unitaire Démocratique CPPAP 0621S07934

Directeur de publication: Guillaume Ceugniez déposé le 30/09/2018

Edito Suite

- **le désastre des évaluations nationales en CP**, CE1, 6e, et maintenant en 2nde avec des tests de « positionnement » !… Peu importe le désir d'apprendre, ce qui compte c'est d'évaluer les compétences pour trier les élèves, classer les établissements, les écoles et les équipes pédagogiques en fonction des résultats. La mise en concurrence de tous-tes contre tous-tes : un projet de société qui commence dès le CP…

- **le désastre du projet « mixité »** et de la fermeture du collège R. Badiou au Mirail : ce projet continue d'être mis en œuvre par le rectorat et le Conseil Départemental. Le futur collège, promis mais pas commencé, sera sans moyens pour accompagner les élèves en difficultés. Que vont devenir les écoles rattachées au collège R. Badiou (Daurat, Triolet, Buffon, Faucher, Galia) ? (page 4).

- **La mobilisation des ATSEM à Toulouse !** Près de 1 000 ATSEM travaillent dans la centaine d'écoles maternelles de la ville de Toulouse. La mairie a réorganisé leur service l'an dernier avec pour objectif de « faire diminuer l'absentéisme ». Le résultat de cette désorganisation est accablant : le manque d'effectif perdure et affecte directement les conditions de travail des agent-e-s et de toute de la communauté éducative. Les ATSEM se sont mobilisées dès la semaine de la rentrée pour exprimer leur ras le bol et leur colère ! (page 3)

- **Des bahuts en lutte dans le département !** Après le collège de Carbonne qui s'est mis en grève pour défendre sa SEGPA, les collèges Leclerc à Saint Gaudens et A. Perbosc à Auterive sont mobilisés en cette rentrée pour dénoncer chacun la fermeture de 2 classes et des effectifs de 30 à 31 élèves par classe. Parents et personnels au coude à coude pour une éducation digne de ce nom ! Ce tour des bahuts en lutte est loin d'être exhaustif, la montée au créneau se prépare aussi au collège de Villefranche de Lauragais!

- **La colère des postiers de Muret** : après la lutte victorieuse des postiers de Vic Fezensac au printemps dernier, ce sont les agents de la Poste du site de Muret (31) qui sont en grève tous les samedis pour dénoncer la répression (mise à pied d'un salarié), leurs conditions de travail, le management des chefs et le
manque de personnel (page 6). Nous sommes solidaires...

- **… Et notre solidarité brise les frontières de « l'Europe forteresse » !** Un convoi se prépare pour partir vers le camp de réfugié-e-s de Lavrio, en Grèce, durant les vacances d'octobre (page…). Vous pouvez nous aider à le préparer !

Patronat et gouvernement sont à l'offensive : Education en danger, privatisation du service public ferroviaire, faillite des universités, hôpitaux en tension, destruction de tous les mécanismes de solidarité…

Seules nos luttes collectives, solidaires et déterminées seront victorieuses

Un jour n'y suffira pas, nous le savons déjà. Pourtant...
… Le 9 octobre, soyons en grève et dans la rue !
Pas pour la « traverser »… mais pour l'occuper !!!.

Les news de Babinet

Retrouvons-nous au local de Babinet - 52 rue de Babinet Métro Mirail - pour les Assemblées générales annoncées par mail, pour les stages, les formations, les permanences, les réunions, les moments de convivialité entre adhérent-e-s.

- **Permanences 2018 - 2019**

  Le mardi : Delphine et Dominique /// Le jeudi : Quitterie et Isabelle

  Nouveau ! Une permanence Précarité est mise en place les 1ers et 3e mercredi du mois
  Une permanence est mise en place à l'Université du Mirail les jeudis et vendredi

- **Solidaires 31**

  3 camarades de SUD éducation sont mandaté-e-s au bureau de Solidaires 31 depuis mars 2017. Le mandat continue !

- **Stages syndicaux**

  Le Jeudi 8 novembre: **Militer à SUD éducation** (nouveaux-nouvelles adhérent-e-s et autres) à la rentrée.
  En préparation : - Stage précarité (nouvelle édition du stage 2017-2018)

Infos Fédé

- **Elections professionnelles :** Scrutin du 29 novembre au 6 décembre 2018. En date du 20 décembre, la commission élection nous a fait parvenir par mail le suivi, notamment l'appel à remplissage d'un nouveau papier au nom fabuleux de DIC.

Les ATSEM ont fait leur rentrée, et ça promet !

La "messe" de rentrée des personnels éducatifs de la mairie a sonné la fin de l'été. Et le projet de réorganisation du service se prolonge, synonyme de dégradation continuelle des conditions de travail des agent-e-s.

Ce ne sont pas loin de 1 000 ATSEM qui travaillent dans la centaine d'écoles maternelles de la ville. Souvenez-vous, la mairie de Toulouse a réorganisé dès la rentrée 2017 le service éducation, avec pour objectif de diminuer l'absentéisme (non compensé) des agent-e-s. Pour cela, il avait été décidé d'alterner leurs affectations, et non plus d'en nommer une par classe, pour ainsi ne pas « pénaliser » toujours le même groupe d'enfants lors d'absences répétées, sans avoir à recruter davantage.

Très vite, le constat a été accablant et un des points alarmants de cette désorganisation reste toujours le remplacement : le manque d'effectif perdure et affecte directement les conditions de travail des agent-e-s, et plus largement de la communauté éducative. Quoi qu'en disent les élu-e-s, les recrutements effectués ces derniers mois ne suffisent pas.

Malgré de nombreux rassemblements, d'innombrables coups de gueule, des articles de presse... la mairie n'a rien lâché. Et c'est ainsi que la rentrée 2018 s'annonce dans la continuité de la précédente, difficile...

Convaincue mais peu convaincante, Mme Lalane de Laubadère affirme que "si on améliore les conditions de travail des agents, on fera baisser l'absentéisme". Pourquoi alors ne pas commencer par le commencement? !

Fin.

Quelle rentrée 2018 à Raymond Badiou, collège REP+ du Mirail ?

Le projet de « renforcement de la mixité sociale » continue d'être mis en œuvre par le rectorat et le Conseil Départemental avec l'appui du SNUIPP et de la FCPE.
Après que les 6ème ont été répartis en 2017-2018 sur 5 collèges dits « favorisés », c'est au tour des 5ème.
De très nombreuses dérogations ont été demandées et obtenues par les familles qui souhaitent que leurs enfants soient scolarisés dans des collèges plus proches que ceux proposés dans le cadre du projet.
Cette année, le chef d'établissement du collège R. Badiou a quitté le navire pour rejoindre un lycée de son choix.
La nouvelle DASEN, n'ayant trouvant aucune autre possibilité auprès de lycées proches, confirme que les 3ème termineront, seuls, dans les locaux du collège, leur scolarité en 2019-2020.
Le nouveau collège qui doit remplacer Raymond Badiou ne sera pas REP+ et ne se verra donc plus attribuer les moyens nécessaires pour accompagner les élèves en difficultés. Que vont devenir les écoles rattachées depuis de longues années au collège R. Badiou (Daurat, Triolet, Buffon, Faucher, Galia) qui elles aussi bénéficiaient de moyens Rep+ ?
Devant les difficultés de mise en œuvre, la partie du projet concernant le collège Bellefontaine est reportée (pour l'instant) d'un an.

Il est impossible d'obtenir des informations sérieuses sur ce nouveau CLG prévu en lisière du quartier par le CD (dont le concours d'architecte devait être lancé en …novembre 2017 pour une ouverture annoncée en 2021).
En janvier 2018, un document de VINCI immobilier intitulé «Permis d'aménager - Site NXP (propriétaire d'un terrain situé au 134 Avenue du Général Eisenhower)- Toulouse. Mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale. » précisait en page 5 :

"Par ailleurs, l'Autorité environnementale relève que le projet d'aménagement est susceptible d'évoluer avec l'implantation possible d'un collège en lieu et place des commerces, en remplacement des collèges des quartiers Reynerie et Bellefontaine. Cette alternative d'aménagement mériterait d'être présentée, et comparée au projet retenu sur le plan environnemental"

Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne porte un projet de réalisation d'un nouveau collège sur le site du projet, en lieu et place de l'opération de bureaux. Ce projet, non confirmé à la date de dépôt du permis d'aménager et de l'étude d'impact, ne figure donc pas dans l'étude d'impact.

Le dernier « comité de suivi » du projet où siègent entre autres des représentants de l'EN, du CD, certains syndicats et la FCPE est un ramassis de poncifs approximatifs (« tout va bien madame la marquise »), même si l'inquiétude de certains chefs d'établissements commence à transparaître («l'année écoulée a été positive mais les difficultés vont sûrement poindre l'an prochain avec l'arrivée d'autres élèves à profil particulier »). Le CD et la FCPE continuent de soutenir le projet avec des arguments toujours aussi fumeux (« Le quartier du Mirail est en train de se fermer. L'objectif de donner des perspectives aux enfants de ce quartier doit rester une priorité absolue. Le privé doit être partie prenante du projet et la mixité doit être la règle. Il est donc hors de question pour le CD 31 de freiner le projet » «La FCPE indique que l'attente est grande du côté des parents d'élèves sur la fermeture des 2 établissements Rep+. Beaucoup souhaiteraient une fermeture complète dès septembre 2018 »)

Coté rectorat… « La DASEN souhaite établir une convention entre le MEN et le Cnesco (Conseil national d'évaluation du système scolaire. Organisme chargé de la mise en œuvre du projet de renforcement de la mixité sociale, le CNESCO est à la manoeuvre sur Toulouse depuis 2016) pour tenir les engagements de chacun et évaluer précisément le projet ». (!) … ENFIN, pourrait-on dire ! Mais, là aussi, ça tombe mal …

En effet la cour des comptes vient de rendre public un rapport sur « L'Éducation nationale : organiser son évaluation pour améliorer sa performance ». On peut y lire **: L'éducation prioritaire : des conclusions péremptoires et contradictoires.**

Sur une politique éducative majeure, relativement ancienne, qui emporte de forts enjeuxde cohésion et d'insertion sociales, d'amélioration du classement de la performance de la France par une résorption de l'échec scolaire des élèves défavorisés, d'adaptation de l'action publique aux territoires, et dont le coût est élevé (de l'ordre d'un milliard), il serait attendu que le MEN disposât d'évaluations aux fondements et conclusions robustes.

Or les études produites par les entités publiques

ont une valeur fragile car mal étayée par des travaux spécifiques, fondés sur les résultats des élèves ou la mesure de l'impact de certains dispositifs sur la performance du dispositif (par exemple la création d'un régime indemnitaire spécifique garantie-t-elle la stabilité des équipes enseignantes ? réduit-elle l'affectation des primo-enseignants ?). Elles emportent de surcroît des conclusions contradictoires.

Comme évoqué, les travaux du SGMAP (secrétariat général pour la modernisation de l'action publique) de mai 2014 ne comportaient aucune appréciation sur l'efficacité de l'éducation prioritaire. Faisant état de constats très généraux, qui ne relèvent pas d'une méthodologie précise, l'orientation générale du propos était plutôt positive sur l'impact d'une telle politique, en appelant à sa poursuite au prix de certains aménagements (40 recommandations) qui selon le ministère « ont constitué les axes principaux de la réforme de la refondation de l'éducation prioritaire en 2015 ».

A contrario les travaux du CNESCO publiés en septembre 2016 ont conclu de façon négative sur l'efficacité de cette politique pour réduire les inégalités de réussite et de destins scolaires, en termes très sévères « Faire de l'éducation prioritaire aujourd'hui, c'est accepter la ségrégation scolaire, au lieu de lutter contre, on essaie d'agir sur ses effets. On met plus de moyens, on sait que ça ne marche pas et on continue » (Conférence de presse du 24 septembre 2016).

… il ressort de l'examen des différents articles publiés par le CNESCO qu'aucun d'entre eux n'apporte d'enseignements véritablement nouveau… Sans évaluation quantitative des réformes de l'éducation prioritaire (au moins celle de 2011), se prononcer sur la tendance à la baisse ou à la hausse de l'efficacité de la politique d'éducation prioritaire manque de fondements.

En conclusion, au-delà d'approches évaluatives perfectibles qui ont plus relevé jusqu'à présent du registre de l'évaluation des politiques publiques au sens large, que de la mesure de l'impact de l'éducation prioritaire, il est regrettable qu'un tel enjeu d'efficacité et d'équité n'ait pas donné lieu à la construction d'outils méthodologiques solides et constants. Le ministère se contente d'une appréciation générale plutôt mitigée, alors qu'il lui serait très utile de savoir si cette absence éventuelle d'impact est la conséquence d'efforts budgétaires insuffisants, de modalités pédagogiques inappropriées, voire d'une impossibilité de réduire significativement ce phénomène.

Qu'attendre d'un organisme comme le CNESCO sinon la mise en œuvre docile d'une commande politique ?

De son coté, l'assemblée des parents/enseignants/habitants continue d'accompagner les parents en particulier pour l'obtention des précieuses dérogations, mais aussi en rassemblant les informations concernant ce qui se passe dans les différents collèges où sont envoyés les jeunes pour « une mixité de 8H à 18H ».
L'assemblée organise aussi une première journée des états généraux pour la jeunesse le 7 octobre

Sous couvert de « mixité sociale » ou de « réduction de la dépense publique » les ministres de l'éducation nationale se succèdent mais continuent de taper sur les plus pauvres : Après avoir désignés certains quartiers comme ennemis de la république, c'est aussi là qu'on supprime des moyens REP+…

Pour Sud éducation, la fermeture du collège Badiou, c'est donc toujours et plus que jamais NON !

Les postiers de Muret:

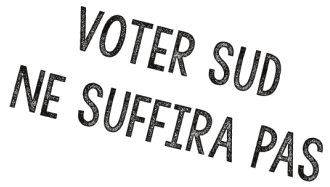
Depuis le début du mois d'août, tous les samedis, les agents de la Poste du site de Muret (31) sont en grève pour dénoncer la répression qu'ils subissent ou à laquelle ils assistent, leurs conditions de travail déplorables, le management fait par leurs chefs et le manque de personnel dû non remplacement des CDD remerciés ou partis de leur plein gré (humiliations et non paiement des heures supp' d'après un communiqué de sudptt 31).

A l'origine de ce conflit social, 2 gouttes ont fait déborder le vase : la mise à pied d'un salarié pour une durée d'un an (La Poste en avait demandée 2 !!) avec effet immédiat. Et, un avertissement a été donné à un agent suite à son accident de travail.

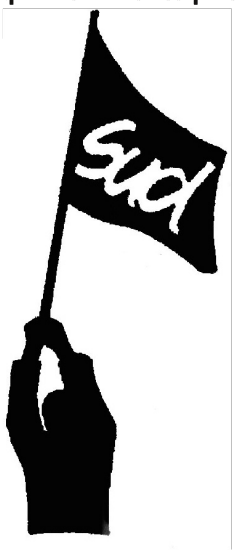
Le mardi 18 septembre les représentants syndicaux ont été invités par Madame le Sous Préfet de Muret à dialoguer. Pour le moment nous n'en savons pas plus !!

Elections professionnelles 2018
29 novembre au 6 décembre

SUD éducation est un syndicat inter-catégoriel qui s'efforce d'unir les revendications des personnels de la maternelle à l'université, dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités et tous les services. Nous portons un syndicalisme de lutte et de transformation sociale qui défend les droits des personnels sans compromission avec la hiérarchie. Membres de l'Union syndicale Solidaires, nous défendons une autre vision du syndicalisme, fondée sur la démocratie à la base et l'autogestion dans la vie du syndicat. SUD éducation se bat au quotidien pour une école publique, gratuite, laïque, égalitaire et émancipatrice. Pour SUD éducation, le progrès social est le fruit des mobilisations des travailleurs et des travailleuses. C'est pourquoi SUD éducation construit des luttes dans l'Éducation Nationale pour améliorer les conditions de travail des personnels et pour une école plus juste et plus égalitaire pour les élèves. SUD éducation a donc appelé les personnels à se mobiliser contre les réformes qui creusent les inégalités dans l'Éducation Nationale et qui aggravent nos conditions de travail (réforme des rythmes scolaires, réforme du collège, du lycée, de l'orientation...), contre les injonctins ministérielles (CP/CE1 à 12 en éducation pripritaire, évaluations nationales...) mais aussi contre les attaques libérales et réactionnaires du gouvernement (réformes des retraites, loi Travail, politiques anti-immigration).



Nous savons que les batailles importantes ne se gagnent pas dans les salons ministériels ou dans les commissions paritaires, mais dans l'action de tous les personnels. Nous savons que les commissions paritaires ne sont que consultatives et qu'en définitive, c'est toujours l'administration qui tranche.
Notre présence dans ces instances ne relève donc pas de la volonté de cogérer un système de pénurie dans un cadre que l'administration nous impose, mais du droit à contrôler la transparence des décisions prises et de notre volonté de faire entendre nos revendications pour l'école, les élèves et les personnels.
Nous voulons siéger dans ces instances pour pouvoir vous informer, imposer la transparence et empêcher tout clientélisme.



Un syndicat est représentatif dans l'éducation nationale s'il a suffisamment de voix pour obtenir un siège au CTM, c'est-à-dire au ministère. Il obtient ainsi le droit de déposer des préavis de grève, des heures syndicales, d'organiser des stages, etc. À SUD éducation, les militantes et militants partagent nos réalités professionnelles, il n'y a pas de déchargé-es à temps plein et les décharges sont attribuées pour des temps limités.

Votez SUD éducation pour soutenir une autre idée du syndicalisme, pour que les luttes de terrain soient relayées dans les instances et pour donner tous les outils aux personnels qui se mobilisent.

Collecte jusqu'au 15 octobre :
52 Rue Babinet (Métro Mirail)
1 Rue Delpech (Métro François Verdier)

Convoi Solidaire à Lavrio

Dans le cadre du soutien au mouvement des peuples de kurdistan que construisent nos organisations, nous souhaitons créer un convoi syndical en octobre 2018 à destination du camp de Lavrio au sud d'Athènes. Ce camp accueille depuis 35 ans en autogestion des exilé.e.s de Turquie, du Kurdistan, et plus récemment des familles fuyant la guerre en Syrie.

Nous souhaitons par ce convoi :
- dénoncer les lois immigrations en Europe
- dénoncer la répression en Turquie et les attaques du régime turc sur le nord de la Syrie
- soutenir matériellement et politiquement les luttes des forces progressistes kurdes et turques

Appel aux dons matériels : Gazinières, réchaud, couvertures, médicaments, draps
Une liste précise a été établie par les habitant-e-s du camp.
Appelez 05 62 14 66 74 - SUD éducation 31 - Pour tout don ou demande.
sudeduc31@sudeducation.org